



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/441

11 septembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 73 de l'ordre du jour provisoire*

RAFPART DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION
DES TERRITOIRES OCCUPES

Rapport du Secrétaire général

(Présenté en application de la résolution **45/74 C**
de l'Assemblée générale)

1. Le présent rapport est présenté en application de la résolution **45/74 C** de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1990, dont le dispositif se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Constate que toutes les mesures et décisions de ce genre prises par Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967 contreviennent aux dispositions pertinentes de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, constituent un sérieux obstacle aux efforts faits en vue d'instaurer une paix d'ensemble juste et durable au Moyen-Orient et n'ont donc pas de valeur juridique:

2. Déplore vivement qu'Israël persiste à appliquer ces mesures, en particulier à installer des colonies dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

* A/46/150.

3. **Exige** qu'Israëli respecte strictement ses obligations internationales conformément aux principes du droit **international** et aux dispositions de la Convention de **Genève**;

4. **Exige une fois de plus** qu'Israël, Puissance occupante, cesse immédiatement de prendre aucune mesure qui aurait pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition **démographique** du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967:

5. **Demande instamment** à tous les Etats parties à la Convention de Genève d'en respecter les **dispositions** et de tout mettre en oeuvre pour les faire respecter et appliquer dans tout le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

6. **Prie** le Secrétaire **général** de lui présenter, à sa **quarante-sixième** session, un rapport sur l'application de la présente résolution."

2. Le 25 mars 1991, le Secrétaire général a adressé au Ministre israélien des affaires étrangères une note verbale dans laquelle il priait ce dernier, compte tenu de la responsabilité qui lui incombe de faire rapport à l'Assemblée générale en vertu de la résolution, de l'informer de toutes mesures que le Gouvernement israélien avait prises ou envisageait de prendre pour appliquer les dispositions pertinentes de la résolution.

3. Au moment de la **rédaction** du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue.
